
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56689

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Okkupanten von vornherein aus. So blieb das Verhältnis zum herrschenden politischen System jener Jahre und zu seinen führenden Repräsentanten ambivalent. Der Autor gibt in dem Zusammenhang zu bedenken, daß das jécistische Beispiel zeige, wie wenig eine kategorische Einordnung von Widerstand gegen den und Zusammenarbeit mit dem Feind der historischen Wirklichkeit entspreche; es gelte eben, auch einen Pétainismus festzuhalten, der nicht zur Kollaboration gehört habe.

Gerade die historische Jugendforschung leidet häufig unter dem, was einen Forscher leicht entmutigen kann: die mangelhafte Quellenlage. Die J.E.C. war wie die meisten vergleichbaren Gruppierungen kaum auf Dokumentation ihrer Aktivitäten bedacht und hat deswegen nur wenig verwertbare Spuren hinterlassen. Der Verfasser löst dieses Rekonstruktionsproblem auf elegante Weise, indem er sich im wesentlichen auf die Veröffentlichungen des Verbandes stützt und darüber hinaus Zeitzeugen befragte. So ergiebig dieser Ansatz ist, so sehr drängen sich offene Fragen auf, welche die Lektüre hinterläßt. Ohne den Wert der Untersuchung anzuzweifeln, hätte man gern mehr über Struktur und Meinungsbildung der J.E.C., über ihren Standort in der Amtskirche und ihre Einschätzung durch Instanzen der französischen Regierungen wie der deutschen Besatzungsmacht etc. erfahren. Eine genauere Verortung und ein abgerundetes Bild werden sich demnach erst ergeben können, wenn möglicherweise vorhandene, vermutlich weit verstreute Archivfunde ausgeschöpft sind.

Dieter TIEMANN, Wuppertal

Ingo KOLBOOM, »La revanche des patrons«. Le Patronat face au Front populaire, Paris (Flammarion) 1986, 385 S.

Ingo Kolboom nous offre avec »La revanche des patrons«, qui reprend et enrichit sa thèse déjà publiée en Allemagne, un ouvrage qui manquait et dont on penserait volontiers qu'il aurait déjà dû être écrit depuis longtemps. Car il y a bien eu face au mouvement ouvrier, face au Front populaire, un »mouvement social patronal«, selon l'heureuse expression de l'auteur, qui n'avait jamais fait l'objet d'une étude spécifique et dont Kolboom démêle avec grand soin l'écheveau complexe d'un an d'activité multiforme. Un an est même trop dire car, si Kolboom replace le mouvement patronal dans une utile perspective à long terme, en amont aussi bien qu'en aval, c'est l'été 1936 qui occupe la majeure partie de l'ouvrage, et à juste titre.

Le traumatisme que constitue pour les patrons l'accord, le »diktat«, la »capitulation« de Matignon le 7 juin 1936 est bien connu mais, dans ses détails, la révolte des »petits« patrons contre les »gros« incarnés par la CGPF (Confédération générale de la production française) signataire de l'accord, l'est beaucoup moins. A peine sortis de la crise, qui les avait déjà opposés aux grandes entreprises, les petits et moyens patrons et aussi le commerce de détail retrouvent alors les bases d'un nouvel affrontement avec les »trusts«. Le secteur non abrité s'oppose de nouveau au secteur »cartellisé« accusé de »vivre en majeure partie des commandes de l'Etat«. La CGPF s'est en effet révélée peu représentative et la réaction des petits et moyens prend les formes les plus diverses: elle s'appuie aussi bien sur le réseau serré des chambres de commerce qui exercent une activité semi-publique à une échelle le plus souvent départementale, que sur des organisations ou des relais nouveaux qui se forment dans la foulée de Juin 1936. C'est ainsi un des très grands mérites de ce livre que de reconstituer dans le détail la vie aussi éphémère que significative de la Confédération Générale du Travail français ou du Comité National d'Entente du Commerce et de l'Industrie.

Mais Ingo Kolboom retrace parallèlement l'étonnant rétablissement de la CGPF qui, malgré la vive contestation à laquelle elle doit faire face, construit en moins d'une année une position hégémonique qu'elle ne connaissait pas même avant 1936. Assurément, l'organisation patronale s'appuie sur le simple privilège offert par son existence depuis 1919 et la puissance déjà acquise au niveau national. Or le défi est clair: la CGT est réunifiée, la classe ouvrière dispose

d'une organisation unique et d'une représentation cohérente et les patrons sont dispersés et divisés, écartelés non seulement entre des intérêts économiques réellement divergents mais aussi entre des idéologies difficilement miscibles. Grâce à une tactique extrêmement souple dont Kolboom épouse chaque tour et chaque ruse, la CGPF saura susciter autour d'elle le regroupement vainement tenté par d'autres voies. L'auteur montre, de plus, comment le corporatisme qui va régner presque sans partage sous le patronage de Vichy prend clairement forme dans les affrontements interpatronaux de l'après-Juin.

Un autre trait traverse ce livre, symbolisé par l'importance qu'Ingo Kolboom confère très justement à la transformation, dès août 1936, de la CGPF en Confédération générale du *patronat* français. Il y dans ce petit glissement de vocabulaire le signe d'un mouvement de plus grande portée encore que les conjonctures du Front populaire et même de Vichy puisqu'ainsi le mouvement patronal se donne une configuration unitaire qui survivra à la Seconde Guerre mondiale et perdure dans le CNPF (Conseil national du patronat français) d'aujourd'hui, créé en 1946.

Bref, Ingo Kolboom incise pour mieux l'examiner l'histoire patronale en un moment charnière. Il se livre à une très complète analyse du patronat dans la complexité de ses réseaux et ramifications, de ses petites formations à l'intérieur des grandes, de ses liens financiers, organiques, familiaux, etc. Et il n'en montre que mieux les organisations ouvrières et patronales non pas seulement dans la perspective de la guerre sociale mais dans celle de la gestion d'un nouveau rapport de travail que 1936 introduit par la reconnaissance d'un droit du travail et des conventions collectives; il n'en fait que mieux apparaître comment les organisations patronales passent d'une totale ignorance en matière sociale à la professionnalisation des fonctionnaires patronaux et à la formation d'un système d'action politique et de propagande qui voit son premier succès dans le refus d'un second Matignon proposé par Blum pour novembre 1936.

On peut pourtant se demander si, pour que le tableau soit complet, Ingo Kolboom parle suffisamment des raisons de la dissidence du textile, des difficultés régionales d'organisation pour la CGPF, en particulier dans le Nord, des liens de certaines organisations avec l'extrême droite... Du point de vue strictement éditorial, on peut aussi regretter l'absence d'un index et il est dommage qu'un éditeur assez courageux pour publier de tels ouvrages d'érudition n'aille pas jusqu'à la confection d'un outil précieux pour se repérer dans un panorama si riche qu'il en est parfois touffu.

Il est bon, pour conclure, que le lecteur français puisse apprécier l'avantage d'une étude écrite par un historien allemand qui apporte un roboratif regard extérieur et sait ne pas hésiter à livrer de précieuses notes publiées par des observateurs d'outre-Rhin. On ne peut qu'espérer que les tâches d'Ingo Kolboom à la Société allemande de politique extérieure de Bonn lui laissent assez de loisir pour pratiquer encore aussi heureusement la recherche historique originale et de première main.

Yves COHEN, Paris

Paul JANKOWSKI, *Communism and Collaboration. Simon Sabiani and Politics in Marseille, 1919-1944*, New Haven, London (Yale University Press) 1989, VII-240 S.

Jankowskis methodischer Ansatz, die Jahre von 1919 bis 1944 anhand einer Monographie abzuhandeln und sich dabei mehr oder weniger eng auf einen Ort – Marseille – zu beschränken, ist wohl die einzige Möglichkeit für eine Einzelperson, einen so langen Zeitraum zu bewältigen; somit ist der Ansatz durchaus akzeptabel, zumal Jankowski seine Marseiller Ergebnisse in den französischen Gesamtzusammenhang stellt und damit ihre Bedeutung ins rechte Licht rückt, gleich, ob die Marseiller Situation als exemplarisch für ganz Frankreich gelten kann oder eben nicht.